



JYE/LEH

Rapport économique 2021

JORDANIE

17 août 2022

Sommaire

La Jordanie souffrait encore des conséquences liées à la crise du covid-19 en 2021. Toutefois, les mesures gouvernementales ont permis de limiter l'affaiblissement d'une économie déjà peu développée. La Jordanie est extrêmement endettée (91% du PIB en 2021) et dépendante des bailleurs de fonds étrangers, qui fournissent au pays des milliards de dollars, notamment pour compenser le nombre élevé (officiellement 700'000, mais dans les faits sûrement près de 1,5 million) de réfugiés que le pays accueille.

De nombreux financements viennent de programmes visant à réformer et dynamiser l'économie jordanienne, par exemple en développant son secteur privé, peu dynamique et développé. Mais les projets peinent à se mettre en place et le chômage, qui touche un quart de la population, surtout les femmes et les jeunes, ainsi que les barrières bureaucratiques à l'investissement se pérennisent.

C'est de la Chine que la Jordanie importe le plus, et le Royaume exporte en premier lieu vers les Etats-Unis. L'Arabie Saoudite reste un partenaire privilégié. C'est surtout dans le domaine du tourisme que le Royaume hachémite espère un fort rebond, qui s'est amorcé début 2022 alors que les restrictions liées au coronavirus disparaissaient.

Les relations entre la Suisse et la Jordanie sont bonnes, bien que peu intenses. La Suisse a toutefois connu une forte augmentation des exportations en Jordanie en 2021, principalement grâce à l'or, atteignant CHF 682 millions de recettes. Inversement, les importations de la Suisse atteignent difficilement les CHF 20 millions en produits jordaniens. Les deux pays ont négocié en mai 2022 un accord sur la non double imposition.

La Jordanie est un pays stable du Moyen-Orient. Il ne possède cependant que peu de ressources naturelles, n'est pas spécialement dynamique ni prometteur économiquement, et connaît un réel risque de crise dans les années à venir. Enfin, bien qu'ayant débuté après la période couverte par ce rapport, la guerre en Ukraine commence à peser sur l'économie du pays et pourrait avoir des conséquences sociales significatives méritant d'être suivies

TABLE DES MATIÈRES

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2..SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	4
3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	7
3.1 Politique et priorités du pays hôte	7
3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4 COMMERCE EXTÉRIEUR	8
4.1 Evolution et perspectives générales	10
4.1.1 <i>Commerce de marchandises</i>	9
4.2 Commerce bilatéral	9
4.2.1 <i>Commerce de marchandises</i>	9
5 INVESTISSEMENTS DIRECTS	10
5.1 Evolution et perspectives générales	10
5.2 Investissements bilatéraux	11
6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	11
6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse	11
6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse	11
ANNEXE 1 – Structure de l'économie	13
ANNEXE 2 – Principales données économiques	14
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	15
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	16
ANNEXE 5 Principaux pays investisseurs	17

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

En 2021 la Jordanie a fait face à **un nouveau recul économique** causé principalement par les restrictions sanitaires liées à la crise du covid-19. La reprise économique attendue (le PIB avait chuté d'1,6% en 2020 et 191'000 personnes avaient perdu leur emploi, contre 71'000 en 2018) a donc été retardée. La sévérité des restrictions a eu des répercussions économiques sévères en Jordanie, impactant en première ligne les secteurs clés de croissance que sont les services, le tourisme ainsi que les envois de fonds des Jordaniens travaillant à l'étranger, ou « remittances ». En effet ces derniers, en particulier provenant des pays du Golfe, ainsi que l'aide internationale sont une source majeure de devises étrangères. Mais le rétablissement des activités économiques fut solide en 2021, avec un **PIB** réel qui a crû de 2.2%. Le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,7% pour 2022, notamment fondée sur la reprise de la fréquentation touristique (le tourisme comptait en 2019 pour près de 20% du PIB). Toutefois de nombreux sous-secteurs n'ont pas encore retrouvé leur niveau pré-pandémique et le chômage, la pauvreté et l'endettement ont été aggravés par la pandémie. Les principales difficultés structurelles responsables de la mauvaise santé budgétaire de l'Etat sont : un prélèvement d'impôts insuffisant, une croissance économique faible, un chômage structurel, un appareil étatique coûteux (l'Etat est le premier employeur), un manque de capitaux et la taille limitée du marché domestique dans un environnement régional en crise. La dépendance jordanienne de l'aide financière extérieure s'est accrue avec la pandémie, élevant les besoins financiers externes du pays de USD 1,1 milliard lors de l'année fiscale 2021-2022, principalement à cause d'un tourisme paralysé et de mauvaises recettes dans d'autres domaines des services. Selon la Banque mondiale, la crise du coronavirus a fait disparaître les entreprises les moins productives, tandis que les firmes plus efficaces auraient subsisté, augurant une croissance économique pour le pays. Selon l'UNCTAD, la politique monétaire jordanienne est restée expansionniste en 2021, malgré la violence de l'impact pandémique sur les finances publiques. Mais **l'endettement** représente, avec 91% du PIB (contre 88% en 2020), une charge massive pour le budget de l'État. Des experts économiques jordaniens affirment que le niveau actuel des dépenses publiques n'est pas soutenable et que la poursuite des politiques d'endettement plongera la Jordanie dans une grave récession. Ces faiblesses sont aggravées par les difficultés d'approvisionnement en eau, la forte dépendance aux importations d'énergie, d'hydrocarbures et de denrées alimentaires, l'exposition aux fluctuations des productions agricoles, l'instabilité régionale et la présence massive de réfugiés. Cependant, les politiques monétaires accommodantes et un écart de production ont favorisé la reprise et maintenu **l'inflation** à une hausse de 1,35% en 2021. La Banque centrale jordanienne continuait en 2022 à prendre des mesures pour contenir cette inflation.

Certes de nombreux secteurs, comme celui du tourisme très important pour l'économie jordanienne, ont été durement touchés, mais la **stabilité macroéconomique** du pays fut maintenue, ce notamment par l'atteinte d'objectifs en matière de fiscalité et de réserves, fixés avec le FMI pour que celui-ci continue à verser EUR 1.3 milliard destiné à la croissance économique et à la création d'emplois. Des réformes ainsi qu'un engagement à la transparence fiscale du gouvernement donnent une vision positive sur la capacité du Royaume à atteindre les objectifs du programme du FMI afin de construire une économie forte, résiliente et inclusive. Malgré ces initiatives, certains Jordaniens semblent préoccupés.

Selon un sondage de l'Université de Jordanie, le chômage est la plus grande inquiétude de 58% des Jordaniens, suivi par l'inflation et le coût élevé de la vie (41%) puis la pauvreté et les inégalités sociales (39%). Aussi, 72% des sondés ont moins confiance qu'avant en la sécurité de l'emploi. Le **taux de chômage** avoisinant 25% en 2021 et depuis plusieurs années, frappant particulièrement les jeunes adultes, dont un sur deux est sans emploi, pèse sur le pays.

Avec 14,5% de taux d'emploi en 2021, les Jordaniennes font partie des femmes les moins présentes sur le marché du travail, bien qu'elles soient scolarisées à plus de 90%. En 2020

leur taux d'emploi s'élevait à 14,9%, or plusieurs organisations internationales soulignent que la pandémie a exacerbé une situation déjà difficile. Le programme « National Strategy for Women in Jordan 2020-2025 » vise à augmenter une participation plurielle des femmes dans la société. Or jusqu'à aujourd'hui, les tâches de maison ou l'éducation des enfants incombent aux Jordaniennes. Les hommes gagnent traditionnellement un salaire plus élevé que les femmes (les chiffres varient mais l'écart moyen peut être considéré de 30%). Susceptibles d'être engagées dans le secteur informel, donc manquant de sécurité sociale, ainsi que d'être victimes de harcèlement ou de chantage, les Jordaniennes manquent de transports publics vers et dans la capitale Amman. Pour toutes ces raisons, il leur est difficile de s'engager durablement sur le marché du travail.

En 2010-2018, la **croissance moyenne** a été de 2,4%, alors qu'elle était de 6,5% entre 2000 et 2009. Cette chute est due en partie à la crise en Syrie et à la situation en Irak, deux partenaires commerciaux importants, faisant partie de routes commerciales centrales pour la Jordanie. Aussi, les organisations internationales estiment que le Royaume accueille 1.3 million de **réfugiés syriens**, à qui il a ouvert certains secteurs d'emploi, mais qui restent un poids colossal pour l'économie nationale. Ces personnes travaillent souvent dans le secteur informel comme journaliers, sans sécurité d'emploi ni de salaire : **l'économie souterraine** reste un problème en Jordanie. Selon une étude du FMI, elle représente environ 15% du PIB, mais des sources non officielles avancent le chiffre de 35 à 40%. De nombreux réfugiés continuent de travailler sur le marché noir, notamment par peur de perdre leur statut et donc leurs allocations sociales.

Le **conflit russo-ukrainien** n'impacte pour l'instant pas beaucoup la Jordanie, qui a affirmé en mars 2022 disposer de 14 mois de réserves de blé, s'approvisionnant surtout auprès des États-Unis et de la Roumanie, ce à 40-60% annuels à travers le distributeur bâlois AMEROPA. Une hausse des prix céréaliers n'impacterait pas le peuple jordanien car le Royaume ajusterait ses subventions pour que le prix de vente au détail reste inchangé. Ceci dit, cette dépense étatique imprévue arrive à un mauvais moment, en pleine récupération du covid-19. La Jordanie pourrait s'appuyer d'autant plus sur ses bailleurs internationaux, ce qui lui donnerait encore moins de contrôle sur sa stabilité. De plus, le blé utilisé pour nourrir des animaux destinés à la consommation n'est pas subventionné, et sa hausse ferait indirectement augmenter le prix d'autres denrées, déjà chères et très importantes pour la gastronomie jordanienne, par exemple le poulet. Ainsi en termes de conséquences économiques directes, ni l'Ukraine ni la Russie n'était un partenaire économique fort du Royaume. Par contre, si cette guerre s'enlise, ses conséquences indirectes telles que la hausse du prix du pétrole, une hausse de l'inflation due à la hausse des prix des produits de base, ou l'arrêt de distribution de blé roumain dû à l'éventuelle extension du conflit, arrêt potentiellement assimilé à un défaut de fournisseur pouvant présenter un risque pour la réputation suisse, pourraient pousser des Jordaniens dans la rue comme cela fut le cas en 2019 pour recevoir de meilleurs salaires.

Pour prévenir ce genre d'événements, la Jordanie veut **réformer son modèle de croissance**. Le Programme jordanien de priorités économiques 2021-2023¹ (PPE) a pour but :

- la création d'emplois dans le secteur privé jordanien, afin de stimuler la compétition et réduire le chômage ;
- la stimulation d'investissements locaux et étrangers, passant par une réforme du climat de l'investissement et des affaires dans le Royaume ;
- l'augmentation des exports de biens et services jordaniens à travers le soutien à des secteurs prioritaires tels que le tourisme, la technologie, l'agriculture et l'industrie.

Aussi, durant 5 semaines début 2022, le workshop "Avancer dans le futur : libérer le potentiel

¹ https://mop.gov.jo/EBV4.0/Root_Storage/EN/EB_HomePage/final_english_13-9.pdf

pour moderniser l'économie" a rassemblé à la Cour hachémite royale 300 à 400 experts et acteurs économiques, évaluant l'actuelle économie jordanienne et identifiant des opportunités de croissance et compétitivité afin d'améliorer la qualité de vie et de service pour la population. Mettre en place des partenariats entre secteurs public et privé est une priorité. D'ailleurs la Jordanie a lancé en avril 2022 son Programme national d'emploi 2022, visant à créer 60'000 postes de travail dans le secteur privé. Encourageantes, ces initiatives ne sont pas rares dans le pays, mais elles ne se concrétisent pas toujours.

L'économie jordanienne est sous pression et ne parvient pas encore à satisfaire toutes ses parties prenantes. Le marché s'annonce difficile pour la Suisse, sans oublier les potentielles incompréhensions culturelles, mais il est certain que Jordaniennes et Jordaniens sont tout à fait formés et avides d'opportunités.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

La Jordanie est une économie émergente à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PIB/habitant estimé à USD 4.393 en 2021). Bien que l'économie jordanienne soit de taille modeste, elle est relativement diversifiée et très ouverte au commerce extérieur. Le commerce et la finance combinés représentent près d'un tiers du PIB; les transports et les communications, les services publics et la construction un cinquième, tout comme le duo de l'exploitation minière (potasse, phosphates) et du secteur manufacturier (textile, pharmaceutique, engrais). Quant à l'agriculture, elle ne contribue qu'à 5% du PIB, tout en consommant 60% de l'eau disponible dans le pays, l'un des plus arides au monde. La Jordanie a décidé de miser sur son tourisme mais s'intéresse aussi à des secteurs nouveaux tels que la numérisation. Elle veut assurer son approvisionnement en eau afin d'économiser des sommes considérables qu'elle pourra investir dans d'autres domaines.

L'année 2021 a commencé par un espoir pour le **tourisme** jordanien - qui contribue à 20% du revenu intérieur brut - vite douché par de nouveaux confinements.

Fin 2021, le Ministère du Tourisme et des Antiquités a lancé la « Stratégie nationale de Tourisme 2021-2025 ». S'appuyant sur le PPE (voir plus haut), cette stratégie veut doubler le nombre de touristes et les revenus de la branche pré-pandémiques d'ici 2025, soit 5.3 millions de touristes et JOD 4.1 milliards de recettes. En 2021, le tourisme a généré JOD 1,750 milliard de recettes contre JOD 1 milliard l'année précédente, première année de pandémie. Si le FMI considère qu'un rétablissement complet du secteur touristique jordanien n'est pas à attendre avant 2023, rien que sur les deux premiers mois de 2022 les recettes touristiques ont augmenté de 300% comparé à la même période 2021, passant de USD 156 à 462 millions, ou de 131'000 à 387'000 touristes. Il semble certain que, tant que la Jordanie reste stable, son tourisme va sensiblement s'accroître et il serait opportun pour les firmes suisses de se positionner dès maintenant en accompagnant sa reprise. Lors du workshop national de mars 2022, le Prince Hussein a souligné les potentiels touristiques jordaniens culturel, médical, écologique, aventureux, de divertissement et religieux.

Contrairement à ses voisins, la Jordanie est un pays **pauvre en ressources** et est contrainte **d'importer des sources d'énergie**. Le Royaume s'approvisionne en pétrole principalement auprès de l'Arabie saoudite et, dans une moindre mesure, de l'Irak. Il dépend donc des fluctuations de prix, tout à fait imprévisibles comme l'a prouvé l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La Jordanie dispose de réserves significatives de pétrole de schiste qu'elle extrait avec des investisseurs chinois. Elle a majoritairement recours aux combustibles fossiles pour produire son électricité même si les énergies renouvelables ont été fortement encouragées ces dernières années, et elle devrait exporter une partie de son excédent vers l'Irak dès la fin 2022. Financé par la Banque mondiale, le Royaume hachémite exportera 250 mégawatts diurnes et 150 mégawatts nocturnes quotidiens vers le Liban. Enfin, la Jordanie a un rôle de premier plan dans le commerce mondial de la **potasse** et des **phosphates**, deux éléments

importants pour l'économie locale. La Jordanie serait riche en minerais d'uranium, et le scientifique jordanien Dr. Khaled Toukan clamait fin mai 2022 que « si la Jordanie mettait en place des réacteurs nucléaires pour produire de l'électricité, nous pouvons l'éclairer pendant 80 ans au moins »², sans compter la possibilité d'export de cette ressource. Aussi, le Royaume espère trouver du **pétrole** dans la région du Sarhan, une hypothèse qui devrait être confirmée ou non en 2022. Mais le manque de fonds ainsi que la difficulté pour la Jordanie à attirer une entreprise fiable et capable d'investir pour extraire et commercialiser ces uranium et pétrole seront des défis à relever pour profiter de ces éventuelles ressources.

La Jordanie est l'un des pays les plus pauvres en **eau** au monde, et elle perdrait 46% de son approvisionnement en usage illégal et fuites. Le Projet national de transport de l'eau (projet de dessalement et de transport de l'eau entre Aqaba et Amman, à 350 km de distance) est une priorité du gouvernement pour s'assurer une relative autosuffisance, visant à réduire les pertes d'eau de 25% d'ici 2025. L'eau permet de produire localement, limitant les coûts d'import, et offre des opportunités de croissance. Le Royaume veut améliorer le traitement de son eau notamment en tirant parti d'infrastructures de distribution et assainissement existantes ainsi qu'en accélérant l'achèvement de projets : collecte et le traitement des eaux usées, réalisation d'une faible empreinte carbone grâce aux énergies renouvelables, création de ressources en eau et la gestion de la demande.

La plupart des sources d'eau jordaniennes sont transriveraines. L'eau est une problématique régionale liant le Royaume à ses voisins, qui connaissent des relations tendues voire de conflit. La Jordanie doit trouver des accords avec des pays puissants tels qu'Israël, ou polémiques comme la Syrie, en pleine guerre civile et dont le régime est fortement remis en question. La Jordanie se retrouve donc parfois perdante lors de la mise en œuvre des traités, et les luttes environnantes sont un risque au bon acheminement de l'eau. De fait, la Jordanie doit être prête à fournir de l'eau à son peuple. La thématique est présente voire urgente et constituera un marché important dans le pays. D'ailleurs, bien que le conflit opposant la Russie et l'Ukraine ait peu frappé la Jordanie en termes de ressources, il a rappelé l'importance de la **sécurité alimentaire**. Le Roi Abdullah II veut se concentrer sur cette thématique en investissant plus dans l'agriculture nationale. Un usage optimisé de l'eau sera nécessaire et l'expertise suisse pourrait être utile.

Dans un rapport sur la **numérisation** au Moyen-Orient de mars 2022, la Banque mondiale a considéré la Jordanie comme l'un des écosystèmes digitaux naissants ou en devenir. Un rapport de Redseer Consulting clame qu'en comblant un déficit de financement de USD 20 milliards, la digitalisation de la région MENA + Pakistan pourrait en rapporter 700 d'ici à 2030. Dans le même temps, le 20^e Forum économique jordanien lancé fin mars 2022 s'intitulait «Blockchain Summit ». Il semble clair que le gouvernement veut accélérer sa transition digitale et identifier les défis des économies arabes dans le domaine. Le sujet est particulièrement important pour le Royaume, notamment pour son tourisme, car la majorité des gens prévoit aujourd'hui ses vacances sur Internet. Toutefois, vu la pénétration digitale à l'œuvre en Jordanie (tout se passe sur les réseaux sociaux ainsi que sur des applications telles que Careem, similaire à et rachetée par Uber, ou Talabat, le Uber Eats du Moyen-Orient), il est paradoxal que l'usage d'outils numériques dans le domaine financier soit très bas. La cause principale serait le manque de confiance des consommateurs.

Des compagnies jordaniennes veulent recruter des jeunes du pays pour se positionner avec une identité arabe sur le secteur de l'intelligence artificielle. L'application Baaz est la première plateforme sociale pensée pour le public arabe, afin d'encourager son dialogue. Le secteur semble donc actif et prometteur, mais l'identité arabe recherchée peut compliquer une entrée suisse.

² <https://www.jordannews.jo/Section-109/News/Uranium-in-Swaqa-can-illuminate-Jordan-for-80-years-Toukan-17400>

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

La Jordanie s'efforce d'obtenir dons et prêts de bailleurs de fonds étrangers et d'institutions financières internationales en raison de sa situation économique difficile. Cette dépendance aux fonds extérieurs se chiffre en USD milliards. Le pays n'a presque pas de programme effectif financé à l'interne. En tant que point d'ancrage sûr dans une région fragile et pays d'accueil de nombreux réfugiés, la Jordanie a reçu ces dernières années de généreuses contributions de la communauté internationale. Dans un rapport présenté par le ministère de la Planification en mai 2022, les États-Unis et la Banque mondiale sont arrivés en tête de la liste des donateurs d'aide étrangère à la Jordanie au cours des quatre dernières années, avec une contribution totale de USD 8.5 milliards. Les États-Unis en ont fourni USD 5.323 milliards et la Banque mondiale, USD 3.205 milliards. En 2021, le volume total de l'aide étrangère, y compris les dons et les prêts à taux réduit contractés par la Jordanie, s'est élevé à USD 4.416 milliards, dont 42.4% sous forme de dons réguliers, 40.8% sous forme de prêts et 16.8% destinés au plan de réponse à la crise syrienne. En parallèle, le Royaume hachémite sait qu'il est vital de redynamiser son économie, notamment grâce à d'anciens partenaires tels que la Syrie et l'Irak, certes dans des positions socio-éco-politiques difficiles, mais tout de même pays voisins et anciens grands partenaires.

En **politique bilatérale**, un accord au potentiel de plus de USD 1 milliard a été signé par des leaders économiques de **La Mecque** (Arabie Saoudite) et d'Amman en mars 2022, afin de développer les relations économiques entre ces villes. Les investissements saoudites sont les plus importants de Jordanie et l'accord cherchera à stimuler le secteur privé de chaque pays. Les pays du Conseil de coopération du Golfe ont affirmé en mars 2022 leur envie politique de soutenir la Jordanie, sans toutefois parler d'aspect financier.

Une liste des traités d'investissements bilatéraux de la Jordanie est à trouver sous ce lien :

<https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/106/jordan>

Notons que sur ces dix dernières années, six traités d'investissements bilatéraux ont été signés, dont quatre avec des pays proches voire voisins de la Jordanie, mais seuls ceux avec le Japon et l'Arménie ont été implémentés à ce jour.

En **politique multilatérale**, un programme du **FMI** renouvelé en 2020 d'un montant de USD 1.3 milliard met l'accent sur la promotion de la croissance économique et la création d'emplois. La consolidation fiscale et la réduction de la dette publique seront abordées dans une deuxième phase. Une des conditions de don est l'abandon par la Jordanie de nombreuses subventions, par exemple sur l'électricité, que pour l'instant le Royaume ne compte pas mettre en place. La **Banque mondiale** continue de soutenir la Jordanie avec son Country Partnership Framework 2017-2022, dont la durée a été prolongée d'un an.

Enfin, la Jordanie est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce depuis l'an 2000.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

L'ambassade n'a **pas connaissance de mesures discriminatoires à l'encontre d'entreprises suisses**. Il existe des difficultés isolées dans la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre l'AELE et la Jordanie, mais pas plus qu'avec d'autres pays.

Un accord de libre-échange (ALE) entre les États de l'AELE et la Jordanie est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2002. Il libéralise le commerce des produits industriels, des produits de la pêche et, partiellement, des produits agricoles transformés.

La liste des accords helvético-jordaniens, entre autres économiques, se trouve sous :

<https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/aussenpolitik/voelkerrecht/internationale-vertraege.html>

La Jordanie et la Suisse ont mené à Berne en mai 2022 avec succès des négociations sur un accord de non double imposition. La Suisse a également introduit un échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (EAR) en 2017 et étend depuis son réseau dans le domaine. Chaque nouveau partenariat doit être approuvé par le Parlement et la procédure concernant la Jordanie est en cours. Tout cela ne sera possible qu'à condition que la Jordanie ait fait le nécessaire pour mettre ses systèmes en conformité avec les normes de l'OCDE.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

La Jordanie est très ouverte au commerce extérieur, avec pour conséquence une dépendance aux capitaux étrangers ; la part relative du commerce extérieur dans le PIB se situait en 2020 à 65,37%. La balance commerciale de la Jordanie est structurellement déficitaire, principalement en raison de la dépendance du pays à l'égard des importations d'hydrocarbures. La balance des paiements de la Jordanie est traditionnellement négative, malgré la balance positive des services (transport et tourisme) et les transferts importants – quoiqu'en baisse – des travailleurs jordaniens dans les pays du Golfe. Les exportations sont menées par l'industrie textile, les secteurs chimiques et miniers (engrais, médicaments, potasse et phosphate). La Jordanie importe principalement des machines et du matériel de transport, du gaz, des produits bruts et pétroliers, des produits alimentaires, des produits chimiques manufacturés et des machines électriques. Les États-Unis sont de loin la principale destination des exportations jordaniennes (25%), suivis de l'Inde, l'Arabie Saoudite et l'Irak.

Selon des sources officielles, les **recettes générales** du gouvernement ont atteint JOD 7.325 milliards (USD 10.3 milliards) en 2021, soit plus de JOD 1 milliard (USD 1.4 milliard) d'augmentation comparé à 2020. Le ministère a réduit le déficit budgétaire de JOD 451.9 millions par rapport à 2020, et de JOD 239.7 millions par rapport au déficit estimé dans la loi de budget général pour l'exercice 2021.

Les **exportations** industrielles, représentant plus de 90% des exports nationaux, ont dépassé JOD 5,6 milliards malgré la pandémie, augmentant de 20% par rapport à l'année précédente. Ce sont les secteurs chimie, cosmétiques, mines, cuir, broderie et construction qui ont permis d'atteindre ce niveau. Mais le secteur industriel jordanien est confronté notamment à la difficulté d'exportation. À cause des turbulences géopolitiques régionales, les échanges commerciaux avec la Syrie et l'Irak, malgré la réouverture de la route Amman-Bagdad en 2017 et Amman- Damas en 2018, sont bien moins florissants qu'autrefois. Les exportations vers Israël sont politiquement compliquées et les routes terrestres vers le Golfe sont longues.

Le Roi Abdullah II a souligné début 2022 l'importance de l'intégration entre pays arabes et la coopération de la Jordanie avec ses voisins, pour des opportunités économiques limitant la pauvreté et le chômage. Dans cette optique, la réouverture complète de la frontière jordano-syrienne Jaber/Nassib (Syrie qui fut un partenaire économique essentiel pour le Royaume avec plus de USD 600 millions d'échanges annuels, contre même pas USD 40 millions après sept ans de fermeture des frontières) en septembre 2021 a déjà porté quelques fruits économiques, laissant espérer de la création d'emplois et un retour sur le marché de marchandises syriennes, plus abordables pour le peuple jordanien. Le Royaume hachémite

pourrait même devenir le lien entre la Syrie et les marchés internationaux. Mais entre sécurité, pandémie et perte de confiance des autorités jordaniennes dans le commerce informel, aujourd'hui éventuel synonyme de trafic de drogue, le chemin à parcourir est encore long.

4.1.1 Commerce de marchandises

Les exportations du Royaume hachémite ont atteint USD 13-14 milliards en 2021³, progressant donc largement par rapport aux USD 7.5 milliards de 2020. L'annexe 3 nous présente un podium d'exportations jordaniennes avec, par ordre décroissant, les USA, l'Inde et l'Arabie Saoudite, pour respectivement USD milliards 3.661, 2.802 et 1.456, soit le triple des exportations de 2020 dans chaque cas. De là, à part l'Irak se situant à USD 1 milliard d'exportations, les montants chutent drastiquement et cela est d'autant plus vrai au niveau suisse, qui a perdu 76 places dans le classement et a été le 83^e partenaire mondial de la Jordanie en 2021, pour USD 94 millions d'exportations. La nette majorité des exportations helvétiques en Jordanie ayant tourné autour de l'or, il suffit que celui-ci n'ait plus été un objet de commerce pour que les chiffres chutent verticalement.

Du côté européen, en 2021 l'UE a exporté pour un total de EUR 3 milliards vers la Jordanie, et importé EUR 0.4 milliard. Les principales importations des 27 sont les produits chimiques (EUR 0.12 milliard), les combustibles et produits miniers (EUR 0.07 milliard) ainsi que les machines et équipement de transport (EUR 0.05 milliard). Les principales exportations de l'UE vers la Jordanie sont les machines et équipements de transport (EUR 0.90 milliard), l'agriculture et matières premières (EUR 0.77 milliard) et les produits chimiques (EUR 0.60 milliard).

Quant aux importations globales de la Jordanie, elles aussi ont augmenté par rapport à 2020, mais de manière moins abrupte que les exportations. C'est pour la deuxième année consécutive avec la Chine que le Royaume hachémite commerce le plus, avec USD 3 milliards en 2021, suivie de près par l'ancienne gagnante saoudienne avec USD 2.579 milliards, puis les Etats-Unis avec USD 1.796 milliards. Rien d'étonnant ni de changeant, mais il convient de noter qu'Israël a gagné cinq places dans le classement, devenant la 6^e source d'importations jordaniennes avec USD 694 millions en 2021. La Suisse perd sept places et est reléguée au 35^e rang avec même pas USD 100 millions d'importations, elle est ainsi un partenaire peu important mais avec lequel la Jordanie a maintenu ses relations commerciales.

4.2 Commerce bilatéral

Les relations entre la Suisse et la Jordanie sont bonnes, bien que peu intenses. La Suisse a toutefois connu un bond d'exportations en Jordanie en 2021 principalement grâce à l'or, atteignant CHF 682 millions de recettes, n'important en revanche pour même pas CHF 20 millions de produits jordaniens. Les deux pays négociaient en mai 2022 un traité sur la double imposition et depuis 2006, le **Swiss Jordanian Business Club** fait office de plateforme pour les contacts commerciaux bilatéraux.

4.2.1 Commerce de marchandises

La Suisse exporte en Jordanie bien plus qu'elle n'importe du pays. En 2021³, elle a connu une hausse des exportations de 160%. Toutefois, ayant exporté pour un total de CHF 682 millions (dont 66% d'or, 19% de produits pharmaceutiques et 7% de produits horlogers) à destination de la Jordanie, cette dernière reste une partenaire commerciale plutôt faible, le 6^e de la Suisse au Moyen-Orient. Cela est flagrant en termes d'importations, qui cette fois se sont effondrés entre 2020 et 2021 après plusieurs années de grandes améliorations, encore une fois peu remarquables en termes de montants financiers. Ainsi la Suisse a importé, avec un total de

³ Chiffre obtenu par estimation sur base de données du FMI, le chiffre total étant introuvable

CHF 20 millions, 92.7% de biens jordaniens en moins en 2021 qu'en 2020, jouissant donc d'un fort excédent commercial. De ces importations, 40%, au lieu de 97.4% en 2020, sont d'or, suivis par un tiers dédié aux textiles, vêtements et chaussures, puis nous observons un fossé avec la troisième catégorie de biens importés, l'électronique, à 10% du total. À noter que si les véhicules occupaient la 4^e place des importations en 2020, mais avec 0.2% seulement, en 2021 avec 4.1% ils passaient au 5^e rang, devancés par les instruments de précision, montres et bijoux à 7.2%.

Si la progression suisse d'exportation est exponentielle, la Jordanie pourrait devenir ces prochaines années un partenaire commercial très intéressant, or les finances du Royaume hachémite et les apports politico-diplomatiques d'un tel développement ne prédisent pas un tel scénario. Quant à l'importation jordanienne, la Suisse ne déboursa que CHF 1.5 million si elle reproduit en 2022 le gouffre qui s'est ouvert en 2021, auquel cas la balance commerciale quasiment systématiquement à l'avantage de la Suisse sur ces cinq dernières années se trouvera à deux extrêmes, entre une Suisse n'important presque pas, mais se plaçant probablement dans le top 5 des pays exportant en Jordanie. Encore une fois ce scénario est hautement improbable.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Historiquement, l'économie jordanienne a bénéficié d'investissements massifs des pays du Golfe, qui ont monté en flèche jusqu'en 2006. Cependant, depuis lors, les IDE ont diminué en raison de la crise économique internationale, suivie de l'instabilité géopolitique. La situation a été aggravée par la crise sanitaire et économique déclenchée par la pandémie de covid-19. Comme souligné plus haut, la Jordanie bénéficie de contributions étrangères, se chiffrant en USD centaines de millions voire milliards par année.

Les investissements en Jordanie sont principalement concentrés dans le domaine de l'immobilier (résidentiel et commercial), des services financiers et des grands projets touristiques. L'attractivité du pays réside principalement dans la qualité de ses infrastructures, son système bancaire solide et dynamique, ainsi que son niveau d'ouverture économique, qui a permis l'établissement de zones de libre-échange et de partenariats public-privé. Le gouvernement a lancé une nouvelle initiative pour encourager l'investissement, notamment en offrant aux investisseurs un guichet unique pour les demandes par l'intermédiaire de la Commission jordanienne de l'investissement (<https://www.jic.gov.jo/en/reasons-to-invest-in-jordan/investor-friendly-environment/>).

Cependant, la Jordanie cumule aussi des contraintes aux investissements. Les problèmes liés à la bureaucratie, à la corruption et à la protection des investissements constituent des obstacles aux IDE. Les tensions politiques dans la région avec la proximité de l'Irak, de la Syrie et d'Israël sont des éléments régulièrement cités comme risques par les investisseurs. Sur le plan intérieur, l'afflux massif de réfugiés irakiens et syriens, ajouté à la présence importante de réfugiés palestiniens, est également un facteur de risque pour la cohésion sociale. Enfin le déficit commercial structurel très important de la Jordanie, lié à son manque de ressources naturelles et de produits alimentaires, et entraînant une forte dépendance à l'aide extérieure, est aussi, avec un taux de chômage très élevé, souvent mentionné comme frein.

La Jordanie a été classée 75^e sur 190 pays dans le dernier rapport « Doing Business » de la Banque mondiale en 2020, soit une progression de 29 rangs par rapport à l'année précédente. Ce bond significatif, qui marque un contraste avec des années de déclin, résulte principalement d'une amélioration considérable en ce qui concerne l'accès des entreprises privées au crédit.

5.2 Investissements bilatéraux

Les statistiques sur les investissements suisses en Jordanie ne sont pas disponibles. A la connaissance de l'Ambassade, une dizaine d'entreprises suisses ont une présence permanente en Jordanie. Il s'agit pour la plupart de grands groupes, comme Nestlé et ABB. La plupart des entreprises suisses sont actives dans les secteurs pharmaceutique et chimique (Novartis, Roche, Syngenta), de l'hôtellerie et des services (Mövenpick, SGS), des machines/infrastructures (ABB) et des produits alimentaires (Nestlé). L'on peut mentionner aussi la présence de la première banque suisse UBS ainsi que de l'entreprise de ciment Lafarge-Holcim.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Un Swiss-Jordanian Business Club (SJBC) a été créé en 2006, qui cherche à développer ainsi que renforcer les relations de coopération bilatérale avec la Suisse dans divers domaines économiques tels que l'industrie pharmaceutique, le tourisme médical, les technologies de l'information et de la communication, l'environnement et enfin l'énergie. Le SJBC n'est pas très actif, cependant c'est à son initiative que les négociations concernant l'accord sur la non double imposition ont repris et finalement abouti.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

La Suisse semble avoir aux yeux du gouvernement jordanien une bonne réputation en termes d'éducation et d'emploi, mais aussi en termes financiers, notamment de placement secret d'argent, ce qui n'aide pas sa popularité auprès des Jordaniens. Les exceptions sont les familles aisées, bien qu'elles semblent plus tournées vers des liens avec les pays du Golfe, ainsi que certaines entreprises à succès, comme la société d'installations photovoltaïques SAMT, d'origine jordanienne mais implantée dans tout le Moyen-Orient et intéressée à faire de la Suisse son quartier général de commerce européen, bien que son cœur de métier serait dirigé vers des pays plus grands tels que l'Allemagne. Contactée par SAMT, l'Ambassade de Suisse l'a redirigé vers la plateforme Switzerland Global Enterprise.

Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2015	2020
Répartition du PIB		
Secteur primaire	4.4%	5.2%
Secteur manufacturier	25.2%	23.9%
Services	60.1%	61.6%
– dont services publics	n/a	n/a

Répartition de l'emploi**	Année 2017	Année 2020
Secteur primaire (agriculture)	3%	3%
Secteur manufacturier	24%	24%
Services	71%	72%
– dont services publics	n/a	n/a

Source(s) :

* Banque Mondiale, consulté le 29.06.2022

** International Labour Organization, Jordan Statistics, consulté le 26.05.2022 : https://www.ilo.org/gateway/faces/home/statistics?_adf.ctrl-state=bbwcjxvgc_4&locale=EN&countryCode=JOR

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2020	2021	2022
PIB (USD mia)*	43'759	45'344	47'500
PIB/habitant (USD)*	4'286.485	4'393.642	4'564.910
Taux de croissance (% du PIB)*	-1.6	2.2	2.7
Taux d'inflation (%)*	0.3	1.3	2
Taux de chômage (%)*	22.7	23.3	n/a
Solde budgétaire (% du PIB, aide internat. compr.)***	-4.9	-7.3	-5.6
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-7.983	-8.925	-4.445
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	88	91	90.6
Service de la dette (% des exportations)** - USD million, rien d'autre n'étant disponible	4'114	3'110	4'254
Réserves (mois d'importations)**	9	8.2	8.3

* Source : FMI, World Economic Outlook (octobre 2021):

<https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

** Source : FMI, Article IV Consultation (août 2021) : <https://www.imf.org/en/Countries>

*** Source : Banque Mondiale, Jordan Economic Monitor, Fall 2021 :

<https://www.worldbank.org/en/country/jordan/publication/jordan-economic-monitor-fall-2021>

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2021

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Rang	Pays	Importations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)
1	USA	3'644.9	1	Chine	3'152.5
2	Inde	2'790.3	2	A.Saoudite	2'626.1
3	A. Saoudite	1'450.2	3	USA	1'829.3
4	Irak	1'068.1	4	Allemagne	1'031.3
5	UAE	601.4	5	Turquie	714.0
6	Non- spécifi é	315.8	6	Israël	707.3
7	Koweït	311.2	7	Egypte	674.9
83	Suisse	94.0	35	Suisse	101.4
	UE	3'155		UE	421
	Total			Total	

1 JOD = 1.4104 USD (average 2021)

Source : FMI <https://data.imf.org/?sk=9D6028D4-F14A-464C-A2F2-59B2CD424B85&sld=1514498277103>

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	Import (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2017	522.4	19.1	5.5	-36.5	516.8	527.9
2018	320.6	-38.6	9.9	78	310.7	330.5
2019	277.2	-13,5	51.7	423.5	225.5	329
2020	263.4	-5	267.2	416.6	-3.9	530.6
2021	681.8	158.9	19.6	-92.7	662.2	701.4
<i>(Total 1)*</i>						
2022 (I-VI)**						

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Produits d'industrie chimique et pharmaceutique	52.8	21
2. Instruments de précision, montres et bijoux	20.3	8.4
3. Métaux précieux et gemmes (dont or et argent)	12.9	65.8
4. Machines, appareils électroménagers, électronique	6.7	1.5

Importations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Métaux précieux et gemmes (dont or et argent)	97.4	39.9
2. Textiles, vêtements, chaussures	1.6	33.8
3. Machines, appareils électroménagers, électronique	0.4	10
4. Véhicules	0.2	4.1

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2020

Rang	Pays	Investissements directs (USD mio, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	.....	.....	..%	+/- ...%	....
2	.....	.....	..%	+/- ...%	....
3	.....	.....	..%	+/- ...%	....
4	.....	.....	..%	+/- ...%	....
5	.....	.....	..%	+/- ...%	....
6	.....	.....	..%	+/- ...%	....
7	.....	.....	..%	+/- ...%	....
8	.....	.....	..%	+/- ...%	....
9	.....	.....	..%	+/- ...%	....
10	.....	.....	..%	+/- ...%	....
...	EU	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>
...	Schweiz	150	<i>n/a</i>	-40%	<i>n/a</i>
	Total	36 556	100%	4.1%	726

Source : United Nations Conference on Trade and Development UNCTAD, *World Investment Report 2021*, https://unctad.org/system/files/official-document/wir2021_en.pdf, consulté le 26.05.2022.

Autres données non disponibles.